



Une épidémie silencieuse” : Les législateurs du Maine ignorent l’augmentation de 18 % du nombre de décès excédentaires

Heidi Sampson, législatrice républicaine du Maine, a déclaré que les législateurs démocrates de l’État ont “haussé les épaules” lorsqu’elle a proposé d’enquêter sur l’augmentation du nombre de morts subites en 2020 parmi les adultes jeunes et d’âge moyen du Maine n’ayant pas de maladie antérieure connue.

Par [John-Michael Dumais](#)

Mondialisation.ca, 23 juin 2024

[The Defender](#) 17 juin 2024

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

[Heidi Sampson](#), législatrice républicaine du Maine, a fait la une des journaux ces derniers mois pour son intervention à la [Chambre des représentants du Maine](#), où elle a présenté des données alarmantes sur l’“épidémie silencieuse” de [surmortalité](#) dans l’État du Maine.

Elle a également soulevé des questions critiques sur la sécurité des [vaccins COVID-19](#) et a mis en garde contre l’influence croissante d’organisations internationales telles que l’[Organisation mondiale de la santé](#) (OMS).

Les données relatives à la surmortalité sont “littéralement bouleversantes”.

Au fur et à mesure que la pandémie de [COVID-19](#) progressait, Mme Sampson s’est montrée de plus en plus préoccupée par les données montrant une augmentation de la surmortalité chez les [adultes jeunes et d’âge moyen dans le Maine](#).

En mars, elle a décidé de passer à l’action. À l’aide des données 2015-2022 sur la [mortalité toutes causes confondues](#) dans le Maine, analysées par un statisticien, elle a expliqué à ses collègues que le Maine a connu depuis 2020 une augmentation de près de 18 % de la surmortalité chez les personnes âgées de 25 à 64 ans.

Le pic de surmortalité pour 2020 était de 6,3 % par rapport au taux de base d’environ 1,5 % pour la période 2015-2020.

Mme Sampson a cité le PDG de la compagnie d’[assurance](#) One America, qui a déclaré publiquement qu’au cours des troisième et quatrième trimestres de 2021, le nombre de décès chez les personnes en âge de travailler (18 à 64 ans) avait augmenté de 40 % par rapport à ce qu’il était avant la pandémie.

“Ces données ont été compilées par des actuaires, qui sont les experts en mathématiques sur lesquels s’appuient les compagnies d’assurance”, a-t-elle déclaré. “Une augmentation de 40 % du nombre de décès est littéralement stupéfiante. Même une augmentation de 10

% de la surmortalité aurait été un événement d'une année sur 200".

Elle a ensuite décrit le phénomène de plus en plus courant des "[morts subites](#)", citant des exemples tels que les décès par crise cardiaque, accident vasculaire cérébral, méningite, anévrisme cérébral, [embolie pulmonaire](#), anaphylaxie et asthme.

Elle a encouragé les législateurs à faire leurs propres recherches. "Vous trouverez des centaines, voire des milliers d'exemples. Il y a quelques années, c'était du jamais vu".

Mme Sampson a déclaré que le nouveau terme "syndrome de la mort subite" était une "épidémie silencieuse" qui exigeait une attention et une enquête immédiates.

Elle a déclaré aux législateurs :

"Le SDS (sudden death syndrome, syndrome de décès subit) est un terme générique. Il comprend des scénarios biologiques décrivant [the] l'apparition rapide d'une mortalité inattendue sans signes préalables de maladie. Je répète : sans signes préalables de maladie.

"Les [autopsies](#) peuvent ne pas être concluantes en raison de l'absence d'anomalies évidentes. Elles peuvent également ne pas être concluantes parce que nous ne posons peut-être pas les bonnes questions".

Citant la nature "choquante" des données, Mme Sampson a demandé à la Chambre du Maine d'enquêter.

"S'il y a la moindre chance que ces données soient correctes, nous avons l'obligation morale envers nos enfants d'enquêter", a-t-elle déclaré. "Ces données représentent un feu rouge clignotant.

Cependant, malgré ses efforts, les législateurs du Maine ont rapidement rejeté l'ordre conjoint de Mme Sampson, votant selon les lignes des partis. "Les démocrates se sont empressés de rejeter ce décret, aussi rapidement que possible", a-t-elle déclaré au [Defender](#).

Deux législateurs démocrates, tous deux médecins, l'ont abordée après son discours, lui demandant où elle avait obtenu ces données et déclarant qu'ils pensaient que l'augmentation du nombre de décès était due à des suicides.

Lors d'autres discussions, Mme Sampson a-t-elle déclaré, les gens ne voulaient pas croire les données. Elle les a encouragés à "faire confiance mais à vérifier" et leur a demandé pourquoi ils ne faisaient pas preuve de la diligence nécessaire pour enquêter.

"Ils ont simplement haussé les épaules", a-t-elle déclaré.

"Nous avons fermé tout l'État pour 6 %", a-t-elle déclaré. "Que faisons-nous avec près de 18 % ? En tant que mère et grand-mère, cette question me préoccupe profondément. Je veux que mes enfants et leurs enfants aient une vie longue et saine. Nous devons aller au fond des choses".

Les données de V-safe “une alarme retentissante” sur les effets néfastes des vaccins

Outre ses préoccupations concernant la surmortalité, Mme Sampson s’est également fait l’avocate de la sécurité et de la transparence des vaccins.

Lors d’une autre intervention à la Chambre des représentants le 3 avril, elle a présenté des données alarmantes provenant du système de [surveillance](#) V-safe du CDC, qui recense les effets indésirables de la vaccination par le COVID-19, et a appelé à l’interdiction de ces vaccins.

Mme Sampson a commencé par expliquer l’importance des [données de V-safe](#), notant qu’elles ont été recueillies auprès de plus de 10 millions de personnes qui ont été parmi les premières à recevoir le vaccin COVID-19.

“Il s’agissait de participants enthousiastes, impatients de découvrir ce nouveau vaccin”, a-t-elle déclaré. “Ils voulaient qu’il soit [sûr et efficace](#). Ils croyaient que c’était une bonne chose et n’avaient donc aucune raison d’inventer leurs histoires”.

Elle a révélé les résultats choquants de l’analyse des données V-safe:

“7,7 %, soit 782 013 personnes, ont eu besoin de soins médicaux. Sur ces 7,7 %, 70 % ont dû être hospitalisés ou se sont rendus aux urgences. Un peu moins de 30 % d’entre eux ont eu besoin de soins par télésanté. En moyenne, chaque personne a eu besoin de soins médicaux deux à trois fois.

“En outre, 13 % des personnes ont déclaré être incapables d’aller au travail ou à l’école, et environ 12 % ont été incapables d’effectuer des activités normales.

Mme Sampson a indiqué que 2,5 millions de personnes ont dû s’absenter de l’école, du travail ou d’autres activités normales. “Cela signifie que 33 % des individus uniques ont été affectés par des effets négatifs sur la santé.

Elle a également souligné les symptômes inquiétants signalés dans les [entrées de texte libre de](#) l’enquête V-safe, notamment les douleurs thoraciques, les palpitations cardiaques, l’essoufflement, les acouphènes, les troubles menstruels et les fausses couches.

Qualifiant ces statistiques d’“alarme retentissante”, Mme Sampson a demandé à ses collègues d’interrompre toutes les vaccinations contre le COVID-19.

“Les données sont là : ce n’est ni sûr ni efficace”, a-t-elle déclaré. “Et tant que le gouvernement fédéral n’aura pas supprimé le bouclier de responsabilité des fabricants de vaccins, le vaccin COVID-19 doit être retiré du marché du Maine.

Mme Sampson a déclaré au Defender qu’elle s’était à nouveau heurtée à la résistance de ses collègues. Elle a décrit leur réaction comme tendue et inconfortable, nombre d’entre eux refusant de s’engager dans une discussion plus approfondie ou d’examiner les implications des données V-safe.

La riposte contre l’agenda de l’OMS

À l’approche de la fin de son mandat de huit ans, Mme Sampson s’est intéressée au

[programme de l'OMS](#) et à ses effets potentiels sur la souveraineté et l'autodétermination du Maine.

Le 11 avril, elle a mis en garde ses collègues de la Chambre du Maine contre le [projet de traité de l'OMS sur les pandémies et les amendements](#) au règlement sanitaire international, arguant qu'ils accorderaient à l'organisation des pouvoirs considérables lui permettant de dicter les politiques de santé publique au détriment des droits des États individuels.

“Avez-vous donné votre accord ?”, a-t-elle demandé à ses collègues. “Je sais que je ne l'ai pas fait”.

Elle a fait des mises en garde au sujet des votes cruciaux lors de l'[Assemblée mondiale de la santé](#) qui s'est tenue il y a plusieurs semaines à Genève, en Suisse, expliquant que ces politiques seraient contraignantes pour le continent et d'autres États “à moins que nous ne déclarions clairement qu'elles n'ont pas d'autorité”.

Avec l'aide du [Dr Meryl Nass](#) et des informations contenues dans le site web “[Door to Freedom](#)”, Mme Sampson a fourni à ses collègues une multitude d'informations de base sur le programme de l'OMS.

Elle a souligné certains aspects du programme de l'OMS qu'elle juge particulièrement préoccupants, tels que le système de [partage des agents pathogènes BioHub](#) proposé et la pression exercée sur les pays pour qu'ils mettent en place des laboratoires de séquençage génétique.

“Quelqu'un y voit-il un problème ?” a-t-elle demandé. “Suis-je la seule à être inquiète ? Qu'en est-il des risques élevés de fuites dans les laboratoires ?”

Mme Sampson a déclaré que ses collègues avaient également voté “très rapidement” contre cette ordonnance commune.

“Il était pénible de voir mes collègues de l'autre côté de l'allée se lever rapidement, s'opposer et voter contre cette motion”, [a écrit Mme Sampson](#).

“Tout ce que je peux dire, c'est qu'ils sont maintenant responsables des informations qu'ils ont entendues”, a-t-elle déclaré au Defender. “C'est inscrit au procès-verbal”.

Alors que Mme Sampson s'apprête à quitter la Chambre des représentants du Maine, elle ne montre aucun signe de ralentissement dans sa lutte pour la liberté de la santé.

L'expérience de Mme Sampson au sein du corps législatif n'a fait que renforcer sa conviction de l'importance d'être une “roue grinçante” et de dire la vérité au pouvoir, même face à une opposition écrasante.

Elle est à la tête du [Maine Education Project](#), une initiative visant à mettre en lumière les échecs du système éducatif de l'État et à donner aux parents, aux enseignants et aux membres des conseils d'administration des écoles les moyens de faire changer les choses.

John-Michael Dumais

Articles Par : [John-Michael Dumais](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca